

Etats généraux de la société écologique du post-urbain

Résumé de la réunion de lancement

Lundi 09 novembre 2020

Guillaume Faburel, Mathilde Girault, Benoît Monange, Daphné Vialan-Cochet

La démesure des grandes villes (physiquement et dans la colonisation de nos esprits) est liée à la crise écologique et sociale d'une très grande envergure que nous rencontrons. Les Etats Généraux de la société écologique post-urbaine visent à prendre collectivement nos responsabilités et à contribuer à construire le monde de demain, qui s'invente dès aujourd'hui, hors de la grande ville. La préfiguration de ces Etats Généraux a été l'objet de cette première réunion du 09 novembre 2020, ayant réuni 40 participant.e.s de 23 organisations, et ce pendant 3 h 30 (cf. liste en fin de texte).

1/ Rappel des ambitions et des objectifs

La réunion a débuté par le rappel des ambitions et objectifs de cette démarche.

L'ambition générale est de penser une société écologique post-urbaine, en interrogeant les modalités de désurbanisation des terres, des systèmes économiques et des modes de vie, et en imaginant une société écologique porteuse d'imaginaires et de valeurs désirables. Pour cela, il s'agit 1/ de mettre enfin en débat les liens étroits qui unissent l'urbanisation des territoires et les crises écologiques, sociales et politiques majeures de ce jour, 2/ pour alors penser les modalités concrètes de la relocalisation des activités de production (en particulier agricole) et l'installation socialement et écologiquement viable des populations – notamment les plus précaires - dans les différentes régions périphériques 3/ tout ceci en partageant les expériences de l'alternative écologique et sociale qui maillent de plus en plus le territoire national, pour nombre depuis déjà plusieurs années.

Trois grands objectifs correspondent à ces ambitions.

Réunir des forces individuelles et collectives de l'alternative écologique et sociale, qu'elles émanent de fondations (sociales ou politiques) ou de collectifs d'action et de fédérations, de syndicats ou d'ONG, avec leurs réseaux nationaux et internationaux (1). Pour opérer un constat partagé des dynamiques sociales et spatiales, écologiques et économiques qui affectent ce jour la diversité des territoires de l'espace national, en se décentrant des modèles de pensée, des imaginaires politiques et des formes de vie encore dominants de l'urbain dense (2). Et sur cette base s'ouvrir à une construction commune, celle d'une vision agissante et d'un imaginaire partagé, pour une transformation des activités / relocalisation vertueuse à l'échelle de l'ensemble des (bio)régions françaises (3).

2/ Motivations respectives et premières questions sur le fonctionnement

Le tour de table (ou plutôt d'écrans) a permis de mettre en lumière combien ce sujet du post-urbain touche profondément et impulse des réflexions personnelles, politiques, collectives, à long-terme. Le post-urbain nous fait questionner la société à laquelle nous aspirons, et chacune et chacun a montré comment cette problématique résonnait depuis là où il/elle se situe. Malgré plusieurs remarques sur le caractère peut-être utopique, ou plutôt la longue visée de notre ambition, l'enthousiasme collectif, et l'envie de chacun.e de prendre collectivement ce sujet à bras le corps pour insuffler un changement de paradigme est restée vive.

Le travail commun sur les ambitions et les objectifs des EGPU a soulevé trois premières questions de clarification, venant enrichir le travail déjà engagé.

La première concerne le nom même d'Etats généraux et sa définition historique, qui a suscité interrogation, voire perplexité. Etats « généreux » ? Conscient de cette épaisseur, il semble néanmoins que le terme soit passé dans le langage populaire comme moment politique de reconsidération générale de l'état d'une société et de contre-propositions radicales, ce qui est particulièrement visé par la démarche.

La deuxième a porté sur l'inscription de la démarche dans quelques temporalités politiques (ex : échéances électorales 2021). Cette question a permis de clarifier combien ce projet des Etats généraux de la société écologique post-urbaine n'a pas vocation, plus ou moins durablement, à impliquer les institutions ni à s'inscrire dans les règles électorales, mais représente bien plutôt un geste politique d'auto-organisation, un affranchissement des institutions traditionnelles pour reprendre le pouvoir sur notre devenir humain collectif.

La troisième question a porté sur le calendrier et sur le lieu des futurs Etats généraux, ainsi que sur les modalités concrètes d'organisation des temps intermédiaires. Des propositions de localisation (Limousin, Massif Central...) mais aussi d'outils collectifs de co-construction ont témoigné de la projection de chacun et chacune dans cet événement. La proposition d'organisation est restée globalement stable, avec un outil collaboratif qui sera mis en place pour préparer les ateliers de janvier et février, et plusieurs personnes ont indiqué vouloir rejoindre telle ou telle équipe de travail en vue des EGPU (*infra*).

3/ Polarités thématiques et sujets d'intérêt

Dans un troisième temps, plusieurs positionnements en termes d'enjeux ont émergé des échanges. Sur la base des propositions de sujets d'intérêt¹, six polarités de travail sont, à ce stade, assez clairement apparues :

(1) Renseigner davantage les causes profondes du désamour croissant voire de la rupture anthropologique avec les grandes villes (« crise de sensibilité et de subjectivité politiques », « processus de gentrification et de ségrégation », enjeu de « la dignité dans les villes »...),

(2) Apprécier les vecteurs de transformation écologique des formes urbaines de vie, en explicitant particulièrement leurs imaginaires, et appréhender les conditions de réalisation écologique de la déconcentration : descente énergétique et sortie de l'abondance, autosuffisance des modes de vie et entropie agricole des milieux...,

(3) Placer la question sociale au coeur de cette construction (au premier chef, les laissés pour compte de la bétonisation), avec les conditions de l'accueil digne des plus défavorisés dans le respect des cultures populaires et de leurs écologies,

(4) Evaluer les capacités d'installation dans les espaces ruraux en termes d'offre de travail, de conditions d'insertion socio-économique, mais aussi de risques d'artificialisation des sols (résidences secondaires, maisons abandonnées, habitat léger...) et de clivages potentiels entre locaux et néo-ruraux,

¹ *Départs des grandes villes* : des constats aux réflexions, des désirs aux motivations, de l'accompagnement à la mise sous condition

Installation dans les campagnes : vrais choix, faux-semblants, fuites en avant ?

L'auto-limitation : bien-vivre dans les périphéries

Education, apprentissage : les savoirs et organisations éducatives pour l'acculturation à la désurbanisation

Cultures paysannes et savoir-faire de la terre : l'autonomie comme forme de vie

Mesures prioritaires : acteurs, métiers et outils au service du ménagement (indice d'artificialisation, critères de gestion locative, allocation des services, montages coopératifs...) ?

Modèles économiques de la relocalisation : entraides socio-écologiques et nouvelles solidarités de la terre

Cadres politiques du polycentrisme démocratique : écologies sociale et populaire, municipalisme et communalisme, pays géographiques et biorégions post-urbaines.

(5) Penser l'accès aux ressources et le renouvellement des pratiques agricoles, le partage des sols et l'accès au foncier, le soutien à l'accompagnement des néo-paysans et la revalorisation des savoir-faire locaux par l'artisanat...

(6) Préfigurer des formes collectives d'action de ménagement et de relocalisation, sur la base de modes de vie ordinaires, mais aussi d'habitudes vernaculaires et de formes plus groupales et « communautaires ».

4/ Organisation collective et prochaines étapes

Enfin, ont été présentées l'organisation générale et les grandes échéances de travail (préparation des ateliers et des EGPU par réunion en décembre, ateliers en janvier et février, poursuite par réunions de l'organisation des EGPU en mars et avril, EGPU en mai). Il en ressort que cette organisation doit très directement donner à voir ce qu'il est possible de faire, donc tenir compte de ce qui se fait déjà largement pour essayer.

A cette fin, douze organisations souhaiteraient d'une manière ou d'une autre s'investir dans l'un des six sujets jugés prioritaires. Nous reviendrons vers elles sous très peu de temps. De même, Terre de Liens, les Colibris et la Maison Commune de la Décroissance ont manifesté leur intérêt de s'impliquer dans le comité de pilotage. Et, ATD Quart Monde et Colibris souhaitent apporter quelques compétences dans la mobilisation de certains outils de travail et dans la communication.

Sur cette base, la prochaine étape fixée est de revenir vers l'ensemble des organisations pour échanger sur l'implication annoncée, puis d'engager le travail de préparation des ateliers de janvier et de février, ainsi que plus largement des Etats généraux à partir des échanges sur le framavox : <https://framavox.org/g/2U7DTKIF/subgroups>

La prochaine réunion aura lieu le mercredi 16 décembre, de 9h30 à 12h30.

Inscriptions => <https://framadate.org/woDslzdsbBj7VvAY>

Pour les ateliers de janvier et de février, il convient de s'inscrire pour une date en janvier ET février (dans la mesure du possible) => <https://framadate.org/4jTYKti3FbN7DbXu>

Liste des organisations participantes lors de la réunion de lancement des EGPU

Archipel des Alizées

Archipel du Vivant

ATD Quart Monde

Atelier d'écologie politique

Désobéissance Ecolo Paris

Fondation de l'Ecologie Politique

Fondation Pour un Autre Monde

Gilets Jaunes Commercy

Habicoop

Habitants de logements Ephémères et Mobiles (HALEM)
Institut Momentum
Institut pour l'écologie sociale et les communalismes
Maison commune de la décroissance
Mouvement des Colibris
Mouvement Interrégional des AMAP (Miramap)
Mouvement Rural de la Jeunesse Chrétienne
Notre Affaire à Tous
Initiatives pour une agriculture citoyenne et territoriale (InPACT)
Réseau d'expérimentation et de liaison des initiatives en espace rural (RELIER)
Réseau des territorialistes
Technologos
Terre de liens
Unadel
Université Domaine du Possible
Université Rurale des Cévennes